

Bulletin d'histoire politique

Les archives du crédit social

Christian Rioux



Volume 2, Number 1-2, Fall 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063359ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063359ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Rioux, C. (1993). Les archives du crédit social. *Bulletin d'histoire politique*, 2(1-2), 46–48. <https://doi.org/10.7202/1063359ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

du PQ, pour la période 1976-1981, se situe à 46,6%. Par ailleurs, 181 promesses n'ont pas été honorées par ce parti. Le taux de non-fiabilité de cette formation politique, pour la même période, est de 53,4%. Ce taux s'obtient en divisant le nombre de promesses tenues par le nombre de promesses formulées, et en multipliant la donnée par 100.

Une ventilation pratiquée sur ces résultats globaux indique que la non-fiabilité du PQ s'applique pour les thèmes suivants: l'habitation et l'aménagement du territoire (65,2%), les affaires municipales et régionales (56,3%), les affaires judiciaires (63,6%), la santé publique (61,1%), le développement économique (57,1%), la fiscalité québécoise (57,1%), le travail et la main-d'œuvre (80%), les mesures de sécurité sociale (63,6%), les services publics (100%), la politique scientifique (80%), la question linguistique (61,1%) et, enfin, les affaires culturelles (72,7%).

Cette ventilation révèle également que la fiabilité du PQ s'applique pour chacune des rubriques suivantes: l'administration publique québécoise (62,5%), les affaires amérindiennes (63,6%), la constitution et le régime politique (80%), la consommation (87,5%), les institutions financières (57,1%), les ressources naturelles (55,9%), les acteurs de l'économie (56,3%), les loisirs et les sports (68,7%), les affaires familiales (60%), l'éducation (60%) et les communications (61,5%).

Conclusion

Considérée dans une perspective de recherche quantitative, l'organisation politique québécoise qui fut soumise à l'analyse, en l'occurrence le PQ, n'a pas été fiable dans des proportions « raisonnablement » élevées. De ce point de vue, elle a donc abusé de la crédulité de l'électorat québécois et, plus particulièrement, de la FTQ et de ses membres. La stratégie électorale de cette organisation syndicale qui consistait, en 1976, à appuyer publiquement un parti politique particulier, n'est peut-être pas une voie à suivre pour le mouvement syndical, à l'heure où des choix politiques s'offrent et s'offriront aux travailleurs et aux travailleuses du Québec. En somme, en attendant les résultats et les conclusions de nouvelles contributions de recherche qu'il faut souhaiter vivement, il semble

bien que le syndicalisme québécois ne puisse « compter que sur ses propres moyens »...

SOURCES

LES ARCHIVES DU CRÉDIT SOCIAL

par Christian Rioux

Archiviste

Archives nationales du Canada

Les Archives nationales du Canada sont les dépositaires des fonds d'archives des partis politiques qui ont œuvré sur la scène fédérale. Il y a actuellement dix fonds de partis politiques: NDP, Parti libéral, Parti Conservateur, Parti communiste, Action Canada, Independent Labor Party of Manitoba, British Labour Party, Canadian Labour Party, Association du Crédit social du Canada et Ralliement des créditistes. Ces deux derniers partis font l'objet de notre présente chronique. Après une vue du contexte historique, nous analyserons le contenu de ces deux fonds et donnerons une liste de fonds complémentaires pour l'étude de ces partis politiques.

Contexte historique

L'Association du Crédit social du Canada est fondée en avril 1944, à Toronto, lors d'un congrès regroupant les associations créditistes provinciales. Selon Low est élu président et J. Ernest Grégoire devient vice-président jusqu'en 1948, année où l'Union des électeurs, mouvement créditiste au Québec, se retire. Lors des élections qui ont lieu de 1945 à 1957, l'A.C.S.C. fait élire entre dix et dix-neuf députés dans des circonscriptions situées en Alberta et en Colombie Britannique. En 1958, le parti est balayé par la vague Diefenbaker.

En 1958, on fonde au Québec le Ralliement des créditistes avec Réal Caouette comme chef. En 1960, l'A.C.S.C. se reconstruit et intègre le R.C. comme une aile du Québec. Robert N. Thompson devient le chef de la coalition créditiste alors que Réal Caouette en est le principal lieutenant. Aux élections de 1962, trente créditistes sont élus dont vingt-six du Québec. En 1963, le nombre fléchit à vingt-quatre (vingt au Québec). En septembre 1963, Réal Caouette et douze autres

députés se séparent de l'A.C.S.C. pour siéger sous la bannière du Ralliement créditiste. En 1965, le R.C. ne fait élire que neuf députés et l'A.C.S.C. n'en garde que cinq dont aucun du Québec. L'A.C.S.C. disparaît de l'échiquier parlementaire aux élections de 1968 alors que le R.C. fait élire quatorze députés.

En 1972, le R.C. devient officiellement le Parti crédit social du Canada. Il fait élire quinze députés en 1972 et onze, en 1974. Le décès de Réal Caouette en 1976 accentue le déclin du parti. André Fortin qui le remplace meurt à son tour en juin 1977. Lorne Reznowski, élu chef en mai 1978, démissionne l'année suivante. Aux élections de 1979, les créditistes n'ont plus que six députés sous le leadership de Fabien Roy. Ils sont rayés du parlement aux élections de février 1980. Depuis, le parti a encore une existence légale mais les chefs qui ont succédé à Fabien Roy sont complètement inconnus au Québec.

Association du Crédit social du Canada (MG 28 IV 7)

Ce fonds, acquis en 1976, comprend cinq volumes totalisant un mètre de documents qui couvrent principalement les années 1957 à 1968. Il se divise en cinq séries. La première série (36 cm.) documente principalement les élections de 1957 à 1963. On y retrouve des informations sur les candidats classées par province et par circonscription électorale, des communiqués de presse et de la propagande électorale. Une autre série (5 cm.) regroupe les états financiers et la compilation des contributions de 1961 à 1968. La troisième série (27 cm.) porte sur l'organisation et comprend de l'information sur le membership, la constitution du parti, les conventions, les conseils nationaux et les associations provinciales (autres que le Québec) de 1961 à 1967. Une série (27 cm.) concerne les publications et la publicité du parti de 1957 à 1968. La dernière série (5 cm.) regroupe des ouvrages de référence. Les archives nationales ont également des photographies, des films, des enregistrements sonores et des livres sur le crédit social.

Ralliement créditiste/Parti crédit social du Canada. (MG 28 IV 10)

Ce fonds comprend quatre-vingt-quatorze volumes totalisant 18.8 mètres de documents

et une bobine de microfilm. Le microfilm et les trois premiers volumes ont été acquis en 1975. Le microfilm comprend les procès-verbaux de l'exécutif et des congrès provinciaux de 1959 à 1970. Les trois volumes comprennent de la correspondance avec des membres, des listes de membres et des abonnements au journal *Regards* de 1967 à 1968.

Les volumes 4 à 94 ont été acquis en 1980 à la suite de la défaite électorale et de la fermeture du quartier général à Aylmer. La première série (4.2 mètres) comprend les dossiers politiques: documents de travail du caucus, 1977-1978, communiqués de presse, 1971-1979, congrès 1964-1978, conseils nationaux, 1971-1978, constitutions du parti, 1966-1978, élections, 1977-1980, exécutif national, 1972-1979, états financiers et campagne de financement 1969-1977, nombre des membres et sondages auprès des membres, 1967-1975, programmes électoraux, 1961-1979, correspondance avec les circonscriptions électorales, 1970-1976, correspondance avec des membres, coupures de presse, 1962-1979, publications créditistes, 1959-1980, écrits créditistes d'autres pays (ex. Australie, Nouvelle-Zélande). La deuxième série (14 mètres) comprend des dossiers de référence qui constituaient le centre de documentation du parti. On y retrouve entre autre des dossiers concernant l'histoire du crédit social, des dossiers sur des sujets d'intérêt pour le parti ou des sujets traités au parlement. Les archives nationales ont également conservé des photographies, des films, des enregistrements sonores et des livres.

Autres fonds

Réal Caouette, MG 32 C19:

Ce fonds totalise 2.1 mètres de documents comprenant de la correspondance 1953-1976, des discours et entrevues, 1962-1975, des agendas et documents personnels 1963-1976, des dossiers sur le crédit social de 1946 à 1976 et presque un mètre de coupures des presse de 1946 à 1949 et de 1956 à 1976. Une première portion du fonds a été donnée en 1975 par Réal Caouette et le reste a été donné en 1978 par son fils.

André-Gilles Fortin, MG 32 C 32:

Ce fonds, acquis de Mme Fortin en 1977, regroupe 5 centimètres de documents: dossiers sur le crédit social, la loi anti-inflation, le statut particulier du Québec, 1963-1977.

Guy Marcoux, MG 32 C 78:

Il y a 1.75 mètre de documents comprenant des dossiers politiques de Guy Marcoux en tant que directeur de la revue *Regards* en 1961-1962 et député du comté de Québec-Montmorency de 1962 à 1965. Certains dossiers documentent les différents entre Caouette et Marcoux. Ce dernier est demeuré dans le parti de Thompson en 1963 mais a été battu aux élections de 1965. Le Dr Marcoux a donné ses documents en 1989.

Henri Latulippe, MG 32 C 36:

Ce fonds, acquis en 1979, totalise 1.6 mètres de documents comprenant de la correspondance avec des citoyens et les municipalités du comté de Compton de 1962-1974, des discours, des documents parlementaires, des sondages.

Gérard Laprise, MG 32 C 38:

Il s'agit de 40 centimètres de correspondance constituée de demandes d'aide gouvernementales de diverses villes de l'Abitibi de 1962 à 1979. M. Laprise a donné ses documents en 1979.

Robert Norman Thompson, MG 32 C 2:

Le fonds comprend 2.4 mètres de documents couvrant la période 1960 à 1972. On y retrouve des discours, des coupures de presse, de la correspondance et des documents relatifs au Crédit social et de la correspondance de sa circonscription électorale (Red Deer, Alberta). Il est à noter que Thompson a siégé comme député conservateur de 1968 à 1972. M. Thompson a donné ses documents en 1972.

The Douglas Social Credit Bureau of Canada, MG 27 III G 5:

On y retrouve 3.5 centimètres de procès-verbaux du bureau des directeurs.

Potentiel de recherche

La principale lacune est le manque d'information sur les premières années de l'Association fédérale de 1944 à 1958. Mis à part quelques lettres de 1953 dans le fonds Caouette, les documents couvrent généralement la période 1960-1979. Il y a cependant le fonds J. Ernest Grégoire aux Archives nationales du Québec. Quant au Crédit social dans l'Ouest, on retrouve quelques fonds relatifs à Aberhart et à Manning aux archives provinciales de l'Alberta à Edmonton et à l'Institut Glenbow à Calgary.

Les Archives nationales se sont préoccupées d'acquiescer les documents du crédit social à partir de 1972, à mesure que les députés créditistes quittaient la vie politique et que le parti était en voie de disparition de la scène parlementaire. N'oublions pas que l'A.C.S.C. s'est classé troisième aux élections de 1962-1963.

On retrouve dans la documentation des publications, des discours, des pamphlets électoraux et de la correspondance des députés avec leurs commettants et leurs partisans qui mettent en relief l'idéologie ou la mentalité du parti. La documentation donne aussi une vision d'un tiers parti qui n'a pas les ressources financières et l'organisation des deux grands partis nationaux. Ce parti a voulu de se donner une image nationale alors que ses succès électoraux se limitaient à deux régions du Canada: le Québec et l'Ouest.

Le succès relatif de ce ou ces tiers parti a aidé à l'élection de quatre gouvernements minoritaires en six élections de 1962 à 1979. Reverrons nous le même phénomène avec le Bloc québécois et le Reform Party?